

Chantebout, Bernard, *Le Tiers Monde*, Paris, Armand Colin,
Coll. « U », 1986, 184 p.

Paul Gagné

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702346ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702346ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagné, P. (1988). Compte rendu de [Chantebout, Bernard, *Le Tiers Monde*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », 1986, 184 p.] *Études internationales*, 19(2), 363-366.
<https://doi.org/10.7202/702346ar>

« je crie ton nom liberté », dans le chapitre X l'auteur explique le combat spécifique des socialistes. Le chapitre XI, loin de conclure, ouvre largement sur les perspectives d'avenir de la gauche en France. Il importe de cerner davantage cette vaste fresque, dans son objectif et les moyens mis en œuvre pour en assurer la réalisation. L'objectif de la rupture préconisée par la gauche est celui de la triple libération de chaque individu: libération sociale, économique et psychologique (p. 21). Triple libération, qui commande un effort collectif et vu une définition « des conditions du rassemblement des forces populaires de l'union de la gauche ». L'auteur précise par là-même et son analyse et la perspective qui la sous-tend (p. 16). Il justifie également la triple nécessité qui fonde l'union de la gauche.

Nécessité historique: par sa capacité de regroupement, la gauche a su mériter de la confiance populaire, un siècle durant. Nécessité constitutionnelle: la bipolarisation gauche-droite, au second tour de l'élection présidentielle commande, pour sa victoire, que la gauche opte pour une stratégie unitaire. Nécessité morale: l'union de la gauche serait l'expression des couches sociales défavorisées.

Ce triple impératif s'enracine en modernité: « épousons la modernité ». Modernité qui est « tension de la société vers son devenir ». Trois étapes marquent cette tension. La première étape (1981) est caractérisée par de grandes réformes: ainsi de l'augmentation du Smic, de la retraite vieillesse à 60 ans, de la baisse relative du temps de travail à 39 heures. La protection sociale bénéficie dans le même temps de garanties légales supplémentaires. Les minorités obtiennent la reconnaissance officielle de leurs droits. Le droit à l'avortement ainsi que les libertés individuelles et la liberté de la presse se trouvent renforcés. En dépit des controverses, la peine de mort est abolie. Dès 1982: à cette période d'état de grâce, succède la politique de rigueur. Celle-ci est marquée, entre autres, par la nationalisation des banques et des entreprises. Et, à la différence des nationalisations de 1946 fondées sur l'idée de « service public ou de monopole de fait », la gauche justifie les nationalisations de 1982 par une relation de causalité directe: la

mission économique dévolue à l'État suppose qu'il dispose des moyens — dont les nationalisations — pour remplir ladite mission. Sur la base du lien qui existerait entre « la propriété privée et le pouvoir », les libéraux contestent avec vigueur cette brèche.

La troisième période, si elle vise à une meilleure gestion sociale serait néanmoins captive des structures étatiques héritées de la V^{ème} République convient-on volontiers ici et là. La transformation de l'État et, au-delà, de la société, que préconise la gauche, n'induit-elle pas dès lors, que soit résolue au préalable, la contradiction entre les structures qu'elle condamne jadis et les projets de rénovation qu'elle prétend assumer au sein de ces mêmes structures?

Le livre de Pierre Mauroy, n'apporte pas toujours de réponse définitive à cette question préjudicielle. Il permet toutefois de mieux cerner les nuances de cette mouvance grâce à laquelle « le 10 mai 1981, François Mitterrand avait rendez-vous avec l'histoire. (Et) la gauche de nouveau rendez-vous avec la République ». Et, par-delà, la réflexion de l'auteur laisse largement ouvertes les perspectives d'avenir de la gauche. Perspectives dont ce gouvernement d'Union aura fait plus que débattre: il en serait comme la caution, pour avoir réussi, d'une certaine manière, à exorciser les peurs de la gauche à gérer de nouveau la chose publique en France.

Fidèle Pierre NZE-GUEMA

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

CHANTEBOUT, Bernard, *Le Tiers Monde*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », 1986, 184 p.

L'auteur, Bernard Chantebout, professeur à l'Université René Descartes (Paris V), a fait de nombreux séjours d'études dans le tiers monde en particulier: au Brésil, en Corée du

Nord, au Cameroun, en Tunisie, en Égypte et en Thaïlande. Il a écrit ce livre à partir de son expérience sur le terrain et aussi à l'aide de matériaux d'un cours de doctorat qu'il dispense, intitulé : « Structures politiques et développement économique ». Dans ce livre, Bernard Chantebout fait une synthèse des problèmes économiques, politiques et historiques du tiers monde, tout en étant conscient de la difficulté de la tâche, due à l'extrême diversité des situations locales. Il s'efforce de présenter cette synthèse « de la manière la plus claire et la plus neutre » possible, malgré cela on sent souvent que les sympathies de l'auteur vont plutôt à un modèle de développement capitaliste du tiers monde qu'à un modèle socialiste.

L'auteur divise l'ouvrage en deux parties : la première, intitulée : « L'unité du tiers monde », traite des caractéristiques communes aux cent trente pays qui composent cet ensemble ; la seconde, « L'éclatement du tiers monde », analyse les différences économiques, sociales et politiques qui les divisent entre eux et qui font du tiers monde un ensemble assez artificiel.

L'unité du tiers monde – et l'existence même de ce concept, nous dit Chantebout, reposent sur trois séries de facteurs, (...): d'abord, il s'agit de sociétés profondément traumatisées par leur rencontre avec la civilisation industrielle; en second lieu, il s'agit d'États mal gouvernés, et pour une large part ingouvernables; enfin, il s'agit de peuples que rapproche le commun procès qu'ils font à l'Occident ». Dans le premier chapitre, « Des sociétés traumatisées », l'auteur montre que la rencontre avec l'Occident a amené dans ces pays un effondrement culturel et par conséquent une perte d'identité de sociétés qui avant n'étaient ni malades ni inférieures à la nôtre; elles ont dû se soumettre et se sacrifier à notre « loi suprême qui est celle du profit ». Même si l'auteur considère que le problème majeur de cette rencontre est d'ordre culturel, il convient que « le problème du tiers monde est aussi d'ordre économique », tout en nous prévenant qu'en ce domaine il faille « se garder des idées fausses »; car, globalement il n'est pas vrai que « les pays du tiers monde soient en voie de sous-développement, qu'ils

s'appauvrissent chaque jour davantage ». Au contraire, ils ont connu, depuis la Seconde Guerre mondiale, une « croissance économique – tant agricole qu'industrielle – » généralement supérieure à celle des pays industrialisés. Cependant, ce taux de croissance n'empêche pas « l'écart entre les pays pauvres et les pays riches de se creuser en valeur absolue » et « cette augmentation globale de la production dans ces pays n'entraîne pas – il s'en faut de beaucoup – une croissance du revenu individuel moyen de leurs habitants »; ce décalage est dû à la croissance démographique. Sans croire que « l'explosion démographique » du tiers monde soit la cause unique de la misère qui y règne, selon Chantebout : « C'en est sans doute la cause principale aujourd'hui, mais certainement pas la cause première : l'explosion démographique est, en effet aussi, l'une des conséquences de la misère ». Cet explosion démographique engendre des migrations tant externes qu'internes dans les pays du tiers monde. Les migrations externes font naître des tensions entre États qui pourraient « avoir des effets tragiques pour la paix du monde ». En ce sens, l'auteur signale : les mouvements racistes dans les pays d'Europe occidentale, les Indiens qui colonisent peu à peu les îles de l'océan Indien (l'île Maurice, les îles Fidji, le Surinam, le Sri Lanka, etc.), les Chinois qui investissent, depuis plusieurs générations l'Asie du Sud-Est, les Émirats pétroliers du Golfe qui sont envahis par des étrangers de toutes sortes de nationalités, les États-Unis avec le problème des immigrants illégaux venus par la frontière mexicaine; même l'Afrique noire et les pays communistes sont affectés par ces phénomènes migratoires. Mais ces migrations internationales ne sont rien face à l'exode intérieur provoqué « par la surpopulation et la misère des campagnes »; les paysans de ces pays, exploités et marginalisés, vont grossir peu à peu les bidonvilles et augmenter ainsi le nombre de chômeurs urbains. L'auteur donne de nombreuses statistiques à ce sujet, surtout concernant l'Afrique et l'Amérique du Sud, et il conclut en signalant que « le temps n'est plus où l'on pouvait, pour présenter l'économie mondiale, parler d'une région Nord industrialisée à outrance et d'une région Sud spécialisée dans l'agriculture et l'extraction minière

re »; la situation s'est quelque peu inversée, car le Sud est devenu dépendant du Nord pour les céréales et les produits laitiers, de plus il s'est industrialisé.

Au second chapitre, intitulé « Des États mal gouvernés », Chantebout s'emploie à démontrer à l'aide de nombreux exemples que dans les pays du tiers monde la démocratie est en général à peu près impossible, à cause d'une part de « l'insuffisance de la formation politique des populations concernées » et d'autre part de « l'absence de cohésion nationale » souvent due aux frontières artificielles héritées de l'époque coloniale. Cette situation conduit inmanquablement à des régimes présidentiels à parti unique où la seule sanction pour l'échec du gouvernement devient « le coup d'État militaire, qui aboutit au remplacement du pouvoir légitime mais incapable par un pouvoir illégitime et généralement tout aussi incompetent. D'où, partout ou presque, le gaspillage, la corruption, et très souvent, la violation des droits essentiels de la personne humaine ».

Le troisième chapitre, « Le procès de l'Occident », termine cette première partie de l'ouvrage en soulignant que les chefs d'accusation des pays du tiers monde sont nombreux (la colonisation et le néo-colonialisme, la dépendance créée par l'aide bilatérale, l'action des multinationales et du FMI) et que ce « commun procès qu'ils font de l'Occident » est le facteur d'unité « qui les lie le plus les uns aux autres ».

En introduction à la seconde partie, Chantebout écrit: « Le moment est désormais venu d'oublier tout ce qui a été dit précédemment. Le tiers monde, en effet, n'existe pas ». C'est seulement un concept géopolitique commode inventé par les pays industrialisés. Ce concept vise des pays aussi différents géographiquement, économiquement, socialement, politiquement ou culturellement que « l'Inde et le Zaïre, le Brésil et le Vietnam, l'Arabie Saoudite et la Corée du Nord, l'Indonésie et l'Angola ». D'un côté « se détache un quart monde, africain pour l'essentiel, qui plonge dans une misère sans cesse plus profonde » tandis que de l'autre se détache « un groupe d'États à revenu intermédiaire qui rejoignent

peu à peu le niveau des pays industrialisés ». Au premier chapitre, l'auteur affirme qu'« il n'existe aucune définition officielle, ni même officieuse, du sous-développement ». Si l'on veut prendre un critère économique ce ne peut être celui de la pauvreté (sur les cinq pays les plus riches du monde par leur P.N.B./hab., quatre appartiennent au tiers monde: le Qatar, le Koweït, les Émirats Arabes Unis et Brunei), ni l'espérance de vie à la naissance (elle est plus élevée au Sri Lanka qu'en URSS, et au Costa Rica qu'en Allemagne fédérale), ni le nombre d'habitants par médecin (l'Équateur devance le Japon), ni la consommation d'énergie par habitant (la Bulgarie serait plus développée que la France). La seule solution qui a prévalu à la II^e CNUCED, nous dit Chantebout, est la suivante: « appartiennent à la catégorie des pays pauvres ceux qui s'affirment tels ». Ensuite, il traite de la définition de l'ONU des pays les moins avancés (un revenu brut par habitant inférieur à 100 dollars, un pourcentage de production industrielle dans le PNB inférieur à 10 % et un taux d'alphabétisation inférieur à 20 %), mais cette définition ne sert qu'à définir « les pauvres d'entre les pauvres », et de la classification de la Banque mondiale qui divise les 126 principaux pays du monde en six catégories où est faite une place importante au facteur pétrolier. Pour l'auteur les véritables facteurs de différenciation entre les pays du tiers monde sont: le pétrole, l'agriculture et surtout la démographie.

Au deuxième chapitre, il est question « des orientations politiques opposées ». L'auteur constate que la dictature est « le régime politique ordinaire des pays du tiers monde » et que les formes qu'elle prend sont des plus diverses: « Du national-communisme nord-coréen au fascisme xénophile chilien, de la théocratie prosoviétique libyenne à la ploutocratie pure et dure qui règne sur Haïti ». Même si les régimes politiques varient d'un pays à l'autre, pour l'auteur l'orientation en matière économique et sociale « diffère plutôt d'un continent à l'autre »: en Amérique latine ainsi qu'en Asie du Sud-Est, c'est l'armée au service du développement capitaliste; en Afrique noire et dans les pays arabes du Maghreb et du Proche-Orient (à l'exception des monar-

chies traditionnelles), c'est le socialisme qui triomphe, du moins dans le discours des gouvernants; il y a aussi un certain nombre de pays communistes du tiers monde (les trois États de la péninsule indochinoise, la Corée du Nord, Cuba, l'Albanie et la Chine). Mais ce qui révèle réellement l'orientation des gouvernants de ces pays, c'est la réforme agraire et elle existe sous trois formes que l'auteur illustre de nombreux exemples: la première qui n'en est pas une et qui sert uniquement à « désamorcer les revendications populaires », la deuxième de type libéral où un pouvoir bourgeois redistribue les sols au profit de paysans individuels et la troisième de type socialiste où la terre ne peut appartenir qu'à la collectivité ou à l'État.

Le troisième chapitre montre que le tiers monde, après les débuts prometteurs de la conférence de Bandung et même s'il continue à faire encore front commun à l'ONU, est « déchiré par ses conflits internes ». Il s'enlise dans les dissensions idéologiques et il est en guerre contre lui-même, car la fin de l'ère coloniale a ravivé les conflits ancestraux et marquée l'apparition de nouvelles causes de conflits (la Palestine, le Liban, la guerre indo-pakistanaise, etc...). En somme, le tiers monde est devenu le champ clos où les grandes puissances s'affrontent par personnes interposées.

Le quatrième chapitre, qui termine la deuxième partie de cet ouvrage, montre surtout à l'aide des exemples sud-coréen, brésilien et algérien, que les pays du tiers monde ont choisi « des voies divergentes de développement industriel » avec les résultats heureux ou malheureux que l'on connaît.

Chantebout conclut qu'il faudrait un processus d'intégration national plus poussé pour faire des peuples du tiers monde des nations, afin qu'ils puissent fonctionner correctement et qu'ils ne perçoivent plus l'État comme un corps parasitaire et un appareil d'oppression. Il faudrait également un genre de plan Marshall pour le tiers monde ce qui permettrait aux pays riches de trouver de nouveaux débouchés pour leur économie qui menace constamment de retomber dans la crise, car « la prospérité

du Nord ne peut se construire sur la misère et le chômage du Sud ».

Soulignons en terminant que le livre contient en annexe des repères chronologiques mettant en parallèle les événements de portée générale avec l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est, l'Extrême-Orient, l'Amérique et l'Océanie, de 1945 à 1985. Bien que l'auteur ne mette pas assez en évidence, à mon avis, la responsabilité des pays occidentaux dans les problèmes des pays du tiers monde (pensons au rôle minable des E.U. au Nicaragua) et que parfois même il semble vouloir les disculper, il reste que cet ouvrage constitue une excellente analyse et une très bonne synthèse sur le tiers monde.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières*

COMELIAU, Christian, *Mythes et espoirs du tiers-mondisme*, Paris, L'Harmattan, Coll. CETRAL, 1986, 184 p.

L'auteur, un économiste, parvient, dans un livre relativement court, à brosser un tableau des problèmes du « développement » accessible à un public certes cultivé, mais non spécialisé en la matière. Il faut signaler la performance. Son expérience d'économiste (international) est patente. Il ne se sent toutefois pas tenu d'assommer son public de formules savantes, pas plus que de statistiques. Le livre ne présente pas non plus de notes en bas de page et de références bibliographiques dans le texte (celles-ci sont succinctement présentées en annexe).

Bien qu'écrit par un économiste, ce livre veut se situer au niveau de la discussion des valeurs, veut faire prendre conscience de la nécessité de nouvelles valeurs au plan des relations entre le Nord et le Sud. Et il interpelle essentiellement un public nordiste, sans exclusive pourtant, à qui il apparaîtra, à l'issue de la lecture, que les problèmes du tiers-monde, « ce sont nos problèmes, c'est notre monde, c'est notre vie quotidienne », en ce